

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le xxxx

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DENIS

Avenue Louis Denis
28160 Brou

Références : 20230743
Code AIOT : 0010000138

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2023 dans l'établissement DENIS implanté Avenue Louis Denis 28160 Brou. L'inspection a été annoncée le 20/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DENIS
- Avenue Louis Denis 28160 Brou
- Code AIOT : 0010000138
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DENIS fabrique du matériel agricole. Ces matériaux fabriqués sont ensuite traités avant d'être peints.

Le site emploie environ 190 personnes en contrat à durée indéterminée.

L'exploitant a le projet de mise en œuvre d'une nouvelle laque de peinture, ce qui permettrait de remplacer la peinture solvantée par une peinture hydrosoluble.

Situation administrative :

La société DENIS a été autorisée à exploiter un établissement de fabrication de matériels agricoles par arrêté préfectoral n°214 du 24 février 1996.

Cet arrêté a été complété par l'arrêté préfectoral du 25/01/2011 concernant les rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique - phase initiale.

L'abandon de l'action de recherche de ces substances dangereuses dans le milieu aquatique a ensuite été acté par courrier du 05 juillet 2012.

L'arrêté préfectoral du 7 août 2018 prescrit la remise d'une étude technico-économique pour le respect du schéma de maîtrise des émissions de COVNM.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets atmosphériques
- Prélèvements et rejets aqueux
- Gestion des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 06/03/1996, article 2.6.14	Sans objet
6	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 06/03/1996, article 1.3.4	Sans objet
12	Plan des réseaux	Arrêté ministériel 09 Avril 2019, article 15	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 19/04/2019, article 48	Sans objet
2	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 06/03/1996, article 2.6.16	Sans objet
3	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 06/03/1996, article 2.6.17	Sans objet
5	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 06/03/1996, article 1.3.2	Sans objet
7	Pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 06/03/1996, article 1.2.5	Sans objet
8	Pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 06/03/1996, article 1.2.6	Sans objet
9	Moyens d'interventions	Arrêté Préfectoral du 06/03/1996, article 1.6.7	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Incendies	Arrêté Préfectoral du 06/03/1996, article 1.8.5.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Dépassement de la valeur limite d'émission du Nickel dans le tunnel de traitement de surface (valeur mesurée : 6.9 mg/m3; VLE: 5mg/m3);
- Constat d'une anomalie des vitesses d'éjection. Les vitesses d'éjection sont inférieures à la vitesse minimale 8 m/s (Rapport Dekra n°D90696302201R001 sur les mesures atmosphériques du 09/11/2022) ;
- Constat de hauteurs de cheminées (cabines primaires, de retouches, de séchages et de laques, rapport Dekra n°D90696302201R001) inférieures aux minima prescrits par l'article 1.3.4 de l'arrêté préfectoral du 06/03/1996 ;
- L'exploitant n'a pas été mesure de fournir un plan global des réseaux d'eau contenant une annotation et permettant une lisibilité des canaux ;
- A la demande de l'inspection, l'exploitant a procédé à test du système de chauffage des bains (chauffage par brûleur). Le voyant vert allumé a indiqué que le brûleur de la chauffe du bain de dégraissage était en fonctionnement. L'exploitant a ensuite déconnecté la canne de niveau du bain, le voyant vers s'est éteint. Le test a été concluant ;

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/04/2019, article 48
Thème(s) : Risques chroniques, émissions dans l'air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Pour la détermination des flux, les émissions canalisées et les émissions diffuses sont prises en compte. Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après selon le flux horaire. Dans le cas où le même polluant est émis par divers rejets canalisés, les valeurs limites applicables à chaque rejet canalisé sont déterminées le cas échéant en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus.</p> <p>En cas d'impossibilité, liée à l'activité ou aux équipements, d'effectuer une mesure représentative des rejets gazeux, une évaluation des conditions de fonctionnement et des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.</p> <p>Des dérogations aux valeurs limites d'émission diffuses de COV mentionnées ci-dessous peuvent être accordées par le préfet dans les conditions prévues à l'article L. 512-7-3 du code de l'environnement, si l'exploitant démontre, dans son dossier d'enregistrement, le caractère acceptable des risques pour la santé humaine ou l'environnement et qu'il fait appel aux meilleures techniques disponibles.</p>

<p>Le flux annuel des émissions diffuses de solvant ne dépasse pas 15 % de la quantité de solvant utilisée ; ce taux est ramené à 10 % si la consommation de solvants est supérieure à 5 tonnes par an.</p> <p>En cas de mélange de composés à la fois visés et non visés au point b, la valeur limite de 20 mg/m³ ne s'impose qu'aux composés visés au point b et une valeur de 110 mg/m³, exprimée en carbone total, s'impose à l'ensemble des composés.</p>
c) Cas d'utilisation d'une technique d'oxydation pour éliminer les COV :
Les valeurs limites d'émissions (COV, NOx, CH ₄ , CO) sont celles mentionnées au 7 de l'article 27 de l'arrêté du 2 février 1998.

[...]

3. Les substances ou mélanges auxquels sont attribués, ou sur lesquels sont apposés, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F en raison de leur teneur en composés organiques volatils classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction en vertu du règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement Européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, sont remplacés, dans toute la mesure du possible par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles.

Constats :

Pas d'écart constaté

Observations :

-L'exploitant a fourni un rapport d'organisme accrédité jusqu'au 31/05/2025 (Dekra SAS) produit en octobre 2022.

-Les installations concernées par la vérification sont :

- 2 tunnels de traitements de surfaces (entrée/sortie);
- 4 cabines : primaire, retouche, séchage, séchage post primaire, laque ;
- 4 fours : entrée/sortie, 2 intermédiaires ;

-La méthodologie de mesurage est conforme à la norme ;

-Les mesures obtenues par l'exploitant (via Dekra SAS) sont en deçà des VLE.

-Les analyses au titre de l'année 2023 sont planifiées pour octobre 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/1996, article 2.6.16

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

L'Autosurveillance porte sur bon fonctionnement des systèmes de captation et d'aspiration. L'exploitant s'assure notamment de : - l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ainsi que du bon fonctionnement des installations de lavage éventuelles (niveau d'eau) ; - Le bon traitement des effluents atmosphériques lorsque celui-ci est rendu nécessaire, notamment par l'utilisation d'appareils simples de prélèvement et d'estimation de la teneur en polluants dans les effluents atmosphériques. Ce type de contrôles doit être réalisé au moins une fois par an.

Constats :

Pas d'écart constaté

Observations :

L'exploitant a été en capacité de fournir des éléments attestant de l'entretien périodique des systèmes de captation (Rapport Dekra n°D90696302201R001 sur les mesures atmosphériques du 09/11/2022), ainsi qu'à la présentation des actions de maintenance préventives inscrites dans la GMAO

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/1996, article 2.6.17
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Prescription contrôlée : Un contrôle des performances effectives des systèmes est réalisé dès leur mise en service. [...]
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : L'exploitant a démontré de l'entretien bi annuel des systèmes d'émission.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09 Avril 2019, Article 57
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Prescription contrôlée : Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration dont le dimensionnement est joint au dossier de demande d'enregistrement. Les systèmes séparatifs de captation et de traitement des produits incompatibles sont séparés afin d'empêcher leur mélange. L'installation respecte les valeurs limites en concentration ci-après pour les polluants susceptibles d'être rejetés.

POLLUANT	REJET DIRECT (en mg/m ³)
Acidité totale exprimée en H	0,5
HF, exprimé en F	2
Cr total	1
Cr VI	0,1
Ni	5
CN	1
Alcalins, exprimés en OH	10
NOx, exprimés en NO ₂	200
SO ₂	100
NH ₃	30

Constats :

Dépassement de VLE : la valeur du Ni (Nickel) mesurée dans le tunnel de traitement de surface (6.9 mg/m³) est supérieure à la valeur limite d'émission (5mg/m³).
La valeur limite d'émission indiquée dans le rapport est erronée (5000 au lieu de 5).

Observations :

Les autres paramètres à surveiller sont en deçà des seuils prescrits (Rapport Dekra n°D90696302201R001 sur les mesures atmosphériques - rapport du 09/11/2022)

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/1996, article 1.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique

Prescription contrôlée :

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 Kelvin) et de pression (10% ,8 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau {gaz secs) et les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées.

Constats :

Pas d'écart constaté

Observations :

Les mesures de flux réalisés sur les tunnels de traitement de surface (entrée et sortie) ainsi que les cabines (primaire, retouche, séchage et laque) sont conformes à la prescription. Ces données sont récapitulées dans le rapport DEKRA n°D90696302201R001 du 09/11/2022 ;

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/1996, article 1.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Prescription contrôlée : La hauteur des cheminées (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) des installations de combustion non visées au paragraphe précédent - four de décapage thermique [...] est déterminée conformément aux prescriptions des articles 53 à 56 de l'arrêté du 1er mars 1993 relatif aux rejets de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Cette hauteur ne pourra être inférieure à 10 mètres. Cette hauteur ne pourra être inférieure à 10 m. La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale doit être au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m ³ /h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m ³ /h.
Constats : Non atteinte des minimums de vitesses d'éjection sur des postes de travail. Les hauteurs de cheminées des cabines primaires, de retouches, de séchages et de laques sont respectivement de 5m, 8m, 5m et 5m. Celles-ci ne sont pas conformes à la prescription de l'article 1.3.4 de l'arrêté préfectoral du 06 Mars 1996, requérant une hauteur minimale de 10m.
Observations : Les vitesses minima d'éjection (8m /s) ne sont pas respectées sur : <ul style="list-style-type: none">• la cabine primaire : 6.1 m/s• la cabine de retouche : 4 m/s, Ces données sont récapitulées dans le rapport Dekra n°D90696302201R001 sur les mesures atmosphériques (rapport du 09/11/2022).
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 7 : Pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/1996, article 1.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;• 50 % de la capacité des réservoirs associés. La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.
Constats : Non-respect de la dispose sur bacs de rétentions.
Observation : Observation d'un bidon de diluant (identifié "6127" par l'exploitant) placé sans rétention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/1996, article 1.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Pollutions accidentelles
Prescription contrôlée :

A l'intérieur de l'établissement, les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles, le nom des produits et les symboles de danger, conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Les produits stockés sont correctement identifiés (dénomination et étiquettes conformes). En particulier la cuve de dégraissage est étiquetée, la mention "groupes acides" y est apposée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Moyens d'interventions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/1996, article 1.6.7
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'interventions
Prescription contrôlée : L'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés, tels que postes d'eau, extincteurs mobiles, seaux de sable, tas de sable meuble avec pelles, entretenus en bon état de fonctionnement. En particulier, l'exploitant devra : 1 - Equiper l'atelier de production de 10 robinets d'incendie armés dotés chacun d'un tuyau semi-rigide DN 25 de 30 m de longueur ; 2 - Disposer d'un poteau d'incendie en limite de propriété Est - Deux poteaux incendie supplémentaires seront à implanter. Leur position exacte restera à définir en collaboration avec le Centre de Secours Principal de Châteaudun ; [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : <ul style="list-style-type: none"> • L'exploitant a transmis un rapport (Chubb n°18457458) de vérification des 13 RIA réalisée le 24/03/2023. Le vérificateur (Chubb) ne rapporte pas d'anomalies. • La présence d'au moins 10 RIA (par sondage) avec les caractéristiques décrites dans l'arrêté préfectoral de 1996 a été vérifiée ; • La présence effective d'un poteau d'incendie a été observée en limite Est de l'emprise du site ;
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Incendies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/1996, article 1.8.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendies
Prescription contrôlée : Tous les contrôles et vérifications concernant notamment les moyens de détection et de lutte contre l'incendie, [...], devront faire l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet avec les mentions suivantes : -date et nature des vérifications; - personne ou organisme chargé de la vérification; -motif de la vérification : vérification périodique ou suite à un incident, et dans ce cas nature et cause de l'incident. Ce registre devra être tenu à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : <ul style="list-style-type: none"> • Société de contrôle : ESP Extincteurs Services Plus, Bon de livraison du 6 avril 2023 • Classe d'équipements contrôlés : exutoire de fumée, alarme type 4

Type de suites proposées : Sans suite

N°11 : Rejet zéro

Référence réglementaire : Arrêté ministériel 09 Avril 2019, article 56
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : « Les installations enregistrées à partir du 12 avril 2019 qui mettent en œuvre du cadmium ou du cyanure ne rejettent aucun effluent aqueux et fonctionnent en circuit fermé. « Il en est de même de l'extension d'une installation régulièrement autorisées antérieurement au 12 avril 2019 et relevant depuis lors du régime de l'enregistrement et nécessitant un nouvel enregistrement, lorsqu'elle donne lieu à l'utilisation de nouveaux locaux. »
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'ensemble des installations est en rejet zéro. Les eaux de rinçage ne sont plus évacuées au réseau. L'inspection a constaté que la vanne d'évacuation en sortie de la cuve de rinçage (cuve 1) reste fermée (quart de tour).
Type de suites proposées : Sans suite

N°12 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté ministériel 09 Avril 2019, article 15
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : Les canalisations de transport de fluides dangereux et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont accessibles et peuvent être inspectées. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur. Un schéma de tous les réseaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le repérage des bouches de dépotage des produits chimiques permet de les différencier afin d'éviter les mélanges de produits lors des livraisons. L'ensemble des appareils susceptibles de contenir des substances ou mélanges dangereux est réalisé de manière à être protégé et à résister aux chocs occasionnels dans le fonctionnement normal de l'atelier. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant doit transmettre un plan global des réseaux d'eau intégrant l'extension.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant a transmis un plan de ses canalisations. Sur ce plan figurent les arrivées d'eau (eau de ville pour l'utilisation domestique et industrielle : traitement de surfaces et peinture). Un plan global est à réaliser pour prendre en compte l'extension.</p> <p>Le plan transmis par l'exploitant manque de légende et d'annotations (description des circuits et légende).</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suite</p>